

A Tarragone, l'Assemblée nationale catalane s'enflamme pour l'indépendance

L'ANC fait pression sur le gouvernement régional afin que Barcelone organise un référendum

Reportage

Tarragone (Espagne)
Envoyée spéciale

Dans les anciennes arènes de Tarragone, transformées en « palais des congrès » quand la tauromachie a été officiellement bannie de Catalogne en 2010, plusieurs centaines de personnes font virevolter dans les courants d'air les *esteladas*, les drapeaux indépendantistes catalans. Sur une estrade, les membres du bureau exécutif de l'Assemblée nationale catalane (ANC) se relaient pour lire la « feuille de route » 2014-2015, qui doit être approuvée par les militants. A intervalles réguliers, ils sont interrompus par les cris : *in-dependan-cia* (« indépendance »).

Pour l'ANC, qui tenait le 5 avril sa deuxième assemblée générale annuelle dans une ambiance d'espoir et d'euphorie mêlés, le vote des députés espagnols, mardi 8 avril à Madrid, ne changera rien. Les deux grands partis conservateur et socialiste ont décidé de rejeter le transfert de compétence qu'a demandé Barcelone pour pouvoir organiser un référendum sur l'indépendance. Mais pour l'association à l'origine des immenses manifestations des 11 septembre 2012 et 2013, la consultation populaire est imparable. « *Contre la volonté démocratique et pacifique d'un peuple, il n'y a rien à faire* », résume, devant la foule debout, Carme Forcadell, la présidente de l'ANC.

Devenue un acteur incontournable de la vie politique de la région autonome, l'ANC, née en avril 2012 et présente sur tout le territoire de la Catalogne à travers ses 520 assemblées territoriales, se sent suffisamment forte pour dicter au gouvernement nationaliste d'Artur Mas les mesures à adopter dans le cas – probable – où Madrid empêcherait la tenue du référendum sur l'indépendance, prévu le 9 novembre.

Sa feuille de route est claire : si Madrid empêche la Catalogne de voter, il devra convoquer « *le plus vite possible* » des « *élections plébiscitaires* » afin d'obtenir une majorité en faveur de l'indépendance et déclarer la sécession de la Catalogne ; si la Catalogne vote en faveur de l'indépendance, la Généralité (le gouvernement catalan) doit annoncer l'indépendance au plus vite, la date du 23 avril 2015, jour de la San Jordi, le patron de la Catalogne, étant idéale ; si la Généralité renonce à convoquer le référendum, l'ANC demandera des élections régionales anticipées. En dernier recours, elle demandera aux maires d'utiliser les municipales de 2015 pour proclamer l'indépendance « *depuis leur balcon, comme ce fut le cas en 1931 pour la Seconde République* ». Pour cela, elle pourrait compter sur l'Assemblée des municipalités pour l'indépendance (AMI), qui regroupe 687 des 945 communes catalanes.

« *Ce plan alternatif ne dépend pas de nous, mais d'Artur Mas, mais nous pouvons faire pression sur lui, explique au Monde M^{me} Forcadell, tailleuse impeccable et bijoux imposants. Jusqu'à présent, tout ce qu'il*



Manifestants indépendantistes catalans, à Barcelone, en octobre 2013. JOSEF LAGO/AFP

a promis, il l'a fait. Nous avons donc confiance », poursuit l'ancienne élue de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC, nationalistes) à Sabadell et actuelle conseillère sur l'accueil linguistique dans les centres scolaires à la Généralité.

« Contre la volonté démocratique et pacifique d'un peuple, il n'y a rien à faire »

Carme Forcadell
présidente de l'ANC

A Madrid, l'inquiétude sur le pouvoir qu'exerce l'ANC en Catalogne transparaît dans l'éditorial du 14 mars du journal ultraconservateur ABC demandant au parquet d'interdire ce qu'il qualifie de « *bras civil* » de la Généralité, pour « *appel à la sédition* ». L'éditorialiste d'El País daté du 18 mars qualifie, lui, la feuille de route de l'ANC de « *manœuvre contre la démocratie représentative* ».

Le 24 mars, le syndicat d'extrême droite Manos Limpias a exigé qu'elle soit déclarée illégale pour « *incitation à la sédition et malver-*

sation de fonds publics », bien qu'elle n'accepte pas de subvention publique et se nourrisse des généreuses donations de ses membres. Le résultat ne s'est pas fait attendre. En quelques semaines, le nombre de membres de l'ANC est passé de 15 000 à près de 30 000. Plus l'opposition au référendum est vive, plus le mouvement indépendantiste se renforce.

Artur Mas, qui appartient à un parti jusqu'à présent plus nationaliste qu'indépendantiste, s'est-il laissé déborder par l'ANC ou tire-t-il les ficelles en coulisses ? La Catalogne ne la finance certes pas directement, mais sa coalition, Convergence et Union (CiU, droite), a inondé durant des années les associations civiles de subventions pour la défense de la culture, de la langue ou des traditions catalanes, créant un terrain fertile à l'éclosion de l'ANC, qui regroupe les indépendantistes de tous bords.

Son origine remonte aux consultations populaires organisées par des volontaires, entre 2009 et 2011, dans la majorité des communes de Catalogne. « *Nous avons pensé que ces consultations allaient créer des attentes chez les gens qu'il fallait catalyser*, explique Pere Puges,

ancien architecte de 63 ans, militant pour l'indépendance et l'un des quatre membres fondateurs de l'ANC. *Nous avons identifié 40 indépendantistes catalans reconnus et nous avons débattu sous des noms de code pour éviter les querelles de partis. Nous nous sommes rendu compte que, malgré nos différences, nous étions d'accord sur l'essentiel et en six mois nous avons rédigé notre déclaration fondamentale.* »

Militants de CiU et d'ERC, nationalistes écologistes, indépendantistes anticapitalistes et déçus de la politique font cause commune dans les arènes de Tarragone, où résonne l'hymne de la Catalogne et s'élève maintenant un *castell*, ces tours humaines traditionnelles de la région de Tarragone.

Artur Mas ne devait pas se rendre à Madrid mardi pour défendre son projet de référendum. En revanche, il a lancé un clin d'œil à l'ANC, le 6 avril, en confirmant sa thèse : « *On peut dire "non" à une loi, a-t-il déclaré. Mais on ne peut pas stopper la volonté du peuple de Catalogne.* » L'épreuve de force avec Madrid ne fait que commencer. ■

SANDRINE MOREL

Cinq ans après le drame de L'Aquila, l'Italie reste fragile face aux risques sismiques

Il faudrait un plan de 130 milliards d'euros pour mettre aux normes le parc immobilier

Reportage

L'Aquila (Italie)
Envoyé spécial

Le siège de l'Institut national de géophysique et de vulcanologie (INGV) est l'un des rares bâtiments neufs surgis des ruines de L'Aquila, après le tremblement de terre qui, le 6 avril 2009, a détruit le centre de la cité des Abruzzes ainsi que de nombreux villages alentour, provoquant la mort de 309 personnes. Situé au cœur de la zone rouge toujours interdite, derrière le dôme de la cathédrale, le bâtiment a été inauguré au printemps 2012. Sur ses quatre étages, une trentaine de scientifiques sont à l'écoute permanente des mouvements du sous-sol afin d'essayer de prévoir au mieux les colères de la Terre : « *Cette construction a été voulue comme un symbole, une sorte de vigie au cœur des ruines* », explique le sismologue Gianluca Valentini.

Vendredi 4 avril, lors de la commémoration du cinquième anniversaire du séisme, le scientifique était présent à l'INGV, avec d'autres experts et des parents de victimes, pour lancer un cri d'alarme : l'Italie ne prend toujours pas conscience du risque sismique sur son territoire. La preuve ? Alors que « *la probabilité d'un tremblement de terre de grande amplitude diminue, les dangers augmentent pour la population* », selon M. Valentini.

« *L'Italie a connu 35 séismes majeurs depuis 1870. Mais aujourd'hui, les mouvements sont plus faibles* », confirme Gian Vito Graziano, le président du Conseil national des géologues. L'activité sismique reste constante, comme en témoignent les 4 000 secousses enregistrées depuis 2010 pour la seule zone de Monte Pollino, dans le sud de la chaîne des Apennins, mais depuis le 23 novembre 1980 et le tremblement de terre d'Irpinia (près de 3 000 morts), il n'y a plus eu de séisme de magnitude supérieure à 6. Celui de San Giuliano di Puglia, dans la région de Molise en 2002, était de 5,4 ; celui de L'Aquila de 5,9 ; celui d'Emilie-Romagne en 2012, de 5. Pourtant, expliquent les experts, les catastrophes restent toujours aussi meurtrières.

Quand on les interroge, les Italiens disent à 45 % « *percevoir clair* ».

La terre a tremblé dans le sud-est de la France

Plus de peur que de mal : la terre a tremblé dans le sud-est de la France, lundi 7 avril, vers 21 h 30. Le séisme de magnitude 5 n'a fait aucune victime, provoquant des dégâts mineurs. Cette forte secousse – la région en connaît une fois tous les trente ans – est cent fois moins importante que celle qui avait frappé L'Aquila en Italie, en 2009. L'épicentre a été localisé dans les Alpes-de-Haute-Provence, près de Barcelonnette. Le séisme a duré une dizaine de secondes et a été ressenti jus- qu'à Nice et Grenoble. Les services de secours ont reçu des centaines d'appels de gens inquiets.

rement les risques liés aux tremblements de terre », juste après la peur des catastrophes environnementales (67 %) et à égalité avec les accidents de la route (45 %). Mais cette prise de conscience est loin de suffire dans un pays où 70 % du territoire sont classés en zone à risques sismiques, d'inondation ou de glissement de terrain.

Pour près de 75 %, le patrimoine immobilier italien a été construit avant les normes antisismiques entrées en vigueur en 1974, et encore celles-ci ne sont-elles pas toujours respectées. Sur les 29 000 écoles du pays, 6 500 sont construites sur des zones à risques et plus de la moitié n'ont pas de certificat de conformité, comme celle de San Giuliano, qui s'est écroulée en 2002 sur ses occupants, provoquant la mort de 26 enfants.

Malgré la loi, 30 % des communes n'ont pas de plan d'évacuation en cas de catastrophe naturelle. Et

70 % du territoire italien sont classés en zone à risques sismiques, d'inondation ou de glissement de terrain

quand il existe, ce plan est vécu « *comme une contrainte* », soulignent les scientifiques. « *La situation est pire aujourd'hui qu'il y a cinq ans parce qu'on a continué à construire sans précaution dans les zones à risques sismiques ou simplement inondables*, explique M. Valentini. Certes, on ne peut pas raser tout le parc immobilier non conforme. Mais il faut commencer par sécuriser au moins les écoles et les hôpitaux. »

Les géologues et les sismologues italiens estiment que la mise en sécurité du parc immobilier coûterait 130 milliards d'euros à l'Etat et donnerait du travail pour plusieurs dizaines d'années. Pour l'heure, le gouvernement italien n'a trouvé que 1,5 milliard pour « *retaper* » les établissements scolaires les plus délabrés.

« *La prévention doit devenir une culture collective* », assènent les scientifiques, qui savent que ce mot ne rime pas avec Italie, comme le démontre la suppression récente de 20 facultés de sciences de la Terre, faute de moyens.

Vendredi 4 avril à L'Aquila, le Conseil national des géologues a rendu public son projet d'enseignement de la prévention des risques dans les lycées de la Péninsule. « *Il est temps d'éduquer les enfants, faute de convaincre les parents* », soupire M. Graziano. Le même jour, l'association AVUS, qui rassemble les parents des victimes étudiantes du séisme, a remis pour la première fois des prix à deux élèves en maîtrise dont les travaux portent sur la « *réduction du risque sismique* ». Au même moment, les habitants de la ville martyre se préparaient, comme chaque année, à honorer leurs morts. ■

PHILIPPE RIDET

JEAN-CLAUDE JUNCKER

Candidat du Parti populaire européen

MARTIN SCHULZ

Candidat des Socialistes et Démocrates

DUEL POUR LA COMMISSION EUROPÉENNE

Débat présenté par Caroline de Camaret (France 24) et Dominique Baillard (RFI).

MERCREDI 9 AVRIL EN EXCLUSIVITÉ SUR FRANCE 24 À 17H10 ET SUR RFI À 19H10

À suivre aussi sur france24.com et rfi.fr

